

D'abord parce que, quelque soit l'importance réelle de l'arme atomique, la perte anticipée de son monopole est un coup d'autant plus rude à encaisser que les prévisions les plus pessimistes fixaient pour les Russes la date de 1953 pour la mise au point de la bombe. Or on pouvait escompter que d'ici cette date les progrès techniques réalisés dans les autres secteurs, spécialement ceux afférents aux moyens de transports aériens de cette arme auraient bénéficié d'un progrès tel que la stratégie atomique américaine aurait comporté encore et malgré tout un monopole de fait. C'est-à-dire que seuls les Américains auraient été en mesure de « délivrer » efficacement leur chargement atomique.

Ensuite parce que tout le battage fait sur la prééminence absolue de la bombe atomique se retourne contre ceux qui le font du jour où ils n'en ont plus le monopole. Invinciblement la suprématie militaire évolue des qualités intrinsèques de la bombe aux moyens efficaces de la lancer sur l'objectif voulu et aux moyens de défense contre l'adversaire. C'est ainsi que l'efficacité du système de détection radar ainsi que celle des appareils d'interception passent directement au premier plan.

Ainsi on peut dire que pour la première fois depuis quatre ans le problème réel du rapport de force stratégique entre les États-Unis et l'U.R.S.S. se trouve placé sur son véritable terrain. On peut à cet égard faire une comparaison. Durant des décades le problème des conquêtes coloniales a été celui de la victoire sur des gens armés de sagaies par des gens armés de fusils rayés à culasse. L'issue finale était inéluctable. Il n'en est plus de même aujourd'hui avec le Viet Nam par exemple. Il est ainsi caractéristique qu'un Vietnamien s'est rendu célèbre par l'invention d'un bazooka nouveau modèle qui donne du fil à retordre aux blindés français. Bref le monopole atomique américain avait créé une situation relativement analogue. Il ne pouvait en résulter qu'une fausse appréciation de l'importance réelle de cette arme.

On peut dire, sans crainte de se tromper, qu'aucun des deux adversaires n'est encore matériellement et stratégiquement préparé pour faire une guerre. La fin de la dernière guerre, plus encore que cela n'a été le cas en 1918, a vu une transformation révolutionnaire profonde dans les armements et les méthodes, non seulement avec la bombe atomique, mais aussi dans le domaine de tous les autres armements. Les risques de conflit durant ces dernières quatre années, même s'ils ont pu parfois être réels, ne reposaient que sur l'équilibre apparent existant entre les trois ou quatre cents divisions russes et le monopole américain de la bombe atomique.

En fait un tel point d'équilibre stratégique des forces en présence ne pourra résulter que de la mise au point d'une nouvelle stratégie découlant des développements révolutionnaires de la fin de cette guerre dans le domaine des armements.

La période qui s'ouvre après la seconde déclaration « atomique » Truman se caractérisera donc par la mise au point systématique d'une stratégie de caractère stable, formant corps de doctrine, et par la mise en œuvre des moyens matériels et humains qui doivent en faire une réalité. Quelle sera exactement pour l'un et l'autre des adversaires cette stratégie ? C'est là une question à laquelle on ne saurait essayer de répondre sans posséder une forte dose de puérilité journalistique. Par contre on peut dire que, plus que jamais, la loi fondamentale des guerres modernes de l'intégration croissantes de tous les moyens matériels et humains et de toutes les techniques redeviendra avec plus de force encore que précédemment le critère suprême de l'efficacité dans le domaine de l'emploi organisé de la violence.

Non seulement dans le domaine spécifiquement militaire des relations entre les diverses armes et services, non seulement dans celui de la production des divers moyens de destruction ainsi que de la prévision planifiée de cette production, non seulement dans celui du rapport planifié aussi, existant entre la sortie en série du matériel mis au point et les recherches de laboratoire ou expérimentales de moyens à venir nouveaux et révolutionnaires, mais encore dans le domaine

du contrôle technico-culturel, militaire, social et politique des forces humaines mises en œuvre, il ne s'agit plus d'établir une « coopération » plus ou moins harmonieuse, mais de parvenir à une véritable intégration au sein de chacun de ces domaines et entre ces domaines au service d'une stratégie une.

Si d'autre part on reconnaît que l'ampleur des moyens modernes a brisé les cadres nationaux on ne peut que constater que l'« égalité » atomique américano-russe ne fait qu'accélérer, ne fait que rendre plus implacable le mouvement de concentration autour des deux grands pôles américain et russe. La guerre moderne directement issue de la mécanisation, de l'industrialisation et de la prolétarisation de la société accentue à son tour les tendances profondes de cette société à la concentration mondiale.

Pour terminer avec un sujet qui déborde très largement le cadre de cet article d'actualité, il convient de régler son compte à l'absurde théorie journalistique du soi-disant complexe d'infériorité des Russes — avant qu'ils aient la bombe — et qui expliquerait leur méfiance et leur agressivité. Le complexe en question ayant perdu une de ces raisons essentielles d'être aujourd'hui, l'explosion russe ouvrirait la porte à un nouvel esprit de coopération ou au moins de compromis.

Tout cela en réalité relève de la fable journalistique. Les Russes n'ont ni sentiment d'infériorité ni désir de coopération. Il pensent plus ou moins à juste titre que le temps travaille pour eux et il est indéniable que les partis communistes et l'idéologie stalinienne constituent des agents extrêmement efficaces à un mouvement international d'intégration autour du bloc russe, au service d'une stratégie unique. Sur ce terrain les U.S.A. sont au contraire très défavorisés. L'affaire chinoise en est la preuve éclatante. Malgré la capitulation anticipée du Japon qui permit de circonscrire la zone russe d'occupation en Chine, les Américains ont déjà perdu une grande partie des avantages que leur manœuvre politique leur avait acquis. Les Russes par contre ont gagné avec l'immense Chine un « recul stratégique » qui pèsera lourdement dans tout conflit à venir.

Il faudra en conséquence que les États-Unis passent par une période d'adaptation politique et sociale profonde aux conditions de la guerre moderne. Nous voyons ainsi l'ampleur des problèmes qui sont posés. Etant donné qu'ils découlent des préoccupations qui nous sont constantes et que les lecteurs de cette revue connaissent, ils seront traités par la suite avec l'étendue et le sérieux qu'ils méritent.

DEVALUATION ET VASSALISATION

La preuve de l'impossibilité d'une « stabilisation » du capitalisme occidental et du rétablissement des rapports économiques « normaux » entre l'Europe et l'Amérique a été offerte avec éclat au cours de ces six derniers mois. En même temps, il était à nouveau démontré que chaque nouvelle manifestation de la faillite des capitalismes secondaires était en réalité un pas de plus vers leur vassalisation par l'impérialisme américain.

Nous avons prévu qu'une crise économique aux U.S.A. jetterait par terre l'édifice plus que fragile de la « reconstruction » européenne. Il s'est maintenant démontré que, même sans crise, un simple recul de l'activité économique aux U.S.A. suffisait pour réduire le capitalisme européen aux abois.

Depuis un an, les signes de la « recession » aux États-Unis sont visibles. La production industrielle, qui avait atteint son apogée d'après guerre en octobre 1948, n'a cessé de reculer depuis, passant de l'indice 175 (octobre 1948) à l'indice 145 en juillet 1949 (1937 = 100), soit un recul de 17 %. En même temps, le nombre de chômeurs passait de 1.600.000 à 4.100.000 selon les chiffres officiels,

qui sont certainement inférieurs à la réalité. Les importations américaines reculaient de 597 millions de dollars par mois pendant le deuxième semestre 1948 à 565 millions pendant le premier semestre 1949.

Le résultat direct de cette fluctuation — après tout bénigne — de l'activité économique américaine a été une diminution de 60 millions de dollars dans les exportations européennes vers les U.S.A. pendant le second trimestre 1949, ce qui correspond à une diminution annuelle de 240 millions de dollars ; le rapport Marjolin-Snoy estime cette diminution pour les pays de l'O.E.C.E. et l'ensemble de la zone sterling à 500-600 millions de dollars. Ces chiffres révèlent toute leur importance lorsqu'on pense que l'ensemble des exportations européennes vers les U.S.A. prévues pour 1949 ne dépassaient pas 900 millions de dollars (1). La « recession » américaine se répercute en premier lieu sur les achats de produits européens, presque toujours « non essentiels », et la lutte renforcée sur le marché américain pour l'écoulement de la production trouve ses premières victimes dans les produits étrangers.

Le plus durement touché parmi les pays européens fut l'Angleterre, qui a vu reculer ses exportations globales de 1.900 millions de dollars à 1.790 millions de dollars du premier au second trimestre 1949, ce qui entraîne une augmentation de son déficit commercial annuel de l'ordre de 440 millions de dollars ; cette aggravation devient plus grande encore si l'on tient compte du recul des exportations de toute la « zone sterling », dont l'Angleterre est le banquier monétaire. Ce recul continua pendant le troisième trimestre 1949. Une recul analogue s'observa pour les exportations des autres pays européens.

Ainsi, la fragilité de la « reprise » de l'économie européenne devenait manifeste. Plus spécialement, il était démontré qu'en dépit des crédits et de l'aide américaine, en dépit de la grande pénitence imposée au peuple anglais et particulièrement aux classes travailleuses sous la forme du blocage des salaires, le travaillisme n'avait pas pu sortir le capitalisme anglais de la décadence irrémédiable dans laquelle il s'enfonçait un peu plus tous les jours.

Les expédients mis en avant par les travaillistes pendant la première phase de cette crise — comme la réduction de 25 % des achats en dollars —, comme moyens de trouver une solution « anglaise » aux difficultés, s'avèrent complètement inefficaces. Il ne restait plus au « socialiste » Cripps que de prendre encore une fois, avec ou sans corde au cou, le chemin de Washington.

Les Américains, qui attendaient ce moment depuis longtemps, ont rapidement fait connaître leur « point de vue » : dévaluation de la livre et des autres monnaies qui ont un taux de change « irréal », retour au « libre échange » international, investissements libres des capitaux américains dans l'Empire britannique, avec des garanties précises contre les « nationalisations » et la fiscalité. A la seule demande que formulent les Anglais, l'abaissement des tarifs douaniers américains — car les chevaliers yankees du libre échange se protègent chez eux par une muraille de Chine douanière — les Américains répondent par une promesse, insolentement ironique, d'« étudier la question ». En même temps, ils proposent ouvertement de « prendre en charge » les intérêts britanniques en Asie et ailleurs, et tout particulièrement aux Indes et en Malaisie où la lutte anticomuniste et la production de caoutchouc les intéressent singulièrement. En même temps, on fait savoir aux Français, cavalièrement laissés à la porte de la Conférence de Washington, que s'ils veulent participer à la « Commission mixte

permanente » américano-anglo-canadienne, ils doivent autoriser, plus largement que jusqu'ici, les investissements de capitaux américains sur leurs territoires et ceux de leurs colonies.

Ainsi, la crise européenne donne l'occasion à l'impérialisme yankee de faire un grand pas en avant dans la réalisation de son objectif : la vassalisation plus complète des capitalismes secondaires par la pénétration du capital américain dans les colonies et les métropoles européennes. Dans ce sens, les exigences américaines relatives aux investissements sont claires comme le jour et ne demandent pas une analyse spéciale. En ce qui concerne la politique du « libre échange » et de la dévaluation, il faut comprendre que leur but à long terme — malgré certaines difficultés secondaires que la dévaluation pourrait créer à l'écoulement de la production américaine — est d'abolir les barrières autarciques et de rendre ainsi absolument libre l'expansion du capital américain dans le monde occidental.

On connaît les faits. Obligés de dévaluer, les Britanniques entraînent dans la dévaluation de la livre une trentaine d'autres monnaies. Quels seront les effets de ces dévaluations du point de vue des économies européennes ?

On dit couramment que la dévaluation peut améliorer la position de la balance commerciale d'un pays, en ce sens qu'elle oblige à vendre davantage et à acheter moins à l'étranger : les produits nationaux deviennent moins chers pour l'acheteur étranger, ceux de l'étranger deviennent plus chers sur le marché national. Ce raisonnement, valable peut-être dans les conditions du XIX^e siècle, devient complètement superficiel aujourd'hui.

En effet, pour un pays dont la balance commerciale est déficitaire, la question n'est pas simplement de vendre davantage, mais de gagner davantage en devises étrangères. Par exemple, la livre sterling étant maintenant dévaluée de 30 %, cela signifie que les marchandises, d'une valeur de 1 million de livres, dont la vente aux U.S.A. procurait à l'Angleterre 4 millions de dollars (1 livre = 4 dollars), ne produiront maintenant que 2,8 millions de dollars (1 livre = 2,8 dollars). Pour gagner les mêmes 4 millions, il faudra à la Grande-Bretagne vendre non plus pour 1 million de livres, mais 1.400.000 (+ 44 %). Si donc l'opération doit être rentable, il faudrait vendre encore davantage, c'est-à-dire il faudrait que la baisse du prix des produits anglais pour l'étranger, résultant de la dévaluation, entraîne une augmentation plus que proportionnelle de la demande de ces produits. L'Angleterre peut-elle, dans la conjoncture économique actuelle, qui est une conjoncture de déflation, de recul de la demande et de l'activité économique, espérer d'augmenter ses exportations de plus de 50 % ? Rien n'est moins vraisemblable. Tout au plus, elle peut espérer de ralentir le recul de ses exportations. Par ailleurs, la politique appliquée par le gouvernement et les capitalistes anglais après la dévaluation montre quelle est, dans leur esprit, la portée de l'opération. Les prix des matières premières exportées par la zone sterling furent augmentés — en général d'environ 15 % —, ce qui semble réduire d'autant les « avantages » de la dévaluation. En réalité, pour les produits pour lesquels la zone sterling a une position de monopole et qui sont « essentiels », pour lesquels on craint par conséquent beaucoup moins un recul de la demande, les prix furent ou seront augmentés, de sorte que, pour ces produits, la dévaluation aura un effet nul, laissant les choses inchangées ; pour les autres, on espère arrêter le recul des exportations et affronter mieux la concurrence allemande et japonaise renaissantes par la baisse de prix qui résulte de la dévaluation.

En ce qui concerne la soi-disant restriction des importations résultant de la dévaluation, elle ne serait possible que pour les produits pouvant être fabriqués sur place ou pour les produits inessentiels. La liste des uns et des autres est excessivement restreinte sinon nulle,

(1) Les exportations américaines vers l'Europe pour 1949 devant être environ de 4,6 milliards de dollars, le déficit prévu de l'Europe vis-à-vis des U.S.A. s'élevait ainsi à 3,7 milliards de dollars. Il sera évidemment aggravé par le recul des exportations.

car les pays européens n'importent que soit des produits alimentaires, soit des matières premières ou de l'équipement — et après s'être assurés qu'ils ne peuvent pas les produire sur place. Depuis vingt ans, les pays européens s'exercent dans l'autarcie, limitant leurs achats à l'étranger au minimum; ce ne sera pas la dévaluation qui pourra faire dans ce sens davantage que les pures et simples interdictions d'importer qui existent partout.

Dans une économie capitaliste libérale, le résultat « positif » de la dévaluation eut été d'éliminer les entreprises qui sont déficitaires du point de vue commerce extérieur (c'est-à-dire qui dépensent plus de devises pour l'achat de leurs matières premières, équipement, etc., qu'elles n'en gagnent par la vente de leur produit), entraînant par là un chômage pour les ouvriers de ces entreprises et ainsi une pression sur l'ensemble des salaires, aboutissant à court terme à la fameuse « réduction du prix de revient » des entreprises qui restent et à long terme à des migrations de population, restaurant ainsi un « équilibre » authentiquement capitaliste. Mais, sous cette forme, cette solution est actuellement impossible, économiquement, socialement et politiquement.

Donc, de ce point de vue, le seul résultat de la dévaluation peut être l'augmentation de certains ou de tous les prix de revient — ce qui réduit d'autant les « avantages » obtenus pour les exporta-

Il ne reste encore une fois au capitalisme européen qu'un moyen pour ralentir son agonie : « réduire les prix de revient », c'est-à-dire augmenter l'exploitation de la classe ouvrière en baissant les salaires réels (par la hausse du coût de la vie accompagnée du blocage des salaires) et en essayant d'augmenter la productivité, c'est-à-dire en allongeant la durée du travail et en accélérant le rythme de la production. C'est d'ailleurs là un but que le capitalisme proclame ouvertement ; depuis six mois, aucun personnage officiel, américain ou européen, ne fait de discours sur l'économie européenne sans parler de la « réduction des prix de revient ». Le Daily Telegraph du 20 septembre a trouvé l'expression véritable pour cette idée : « il faudra travailler davantage et se serrer la ceinture », disait-il ingénument.

Quelles sont les perspectives de l'économie capitaliste dans le proche avenir ? Comme l'avouait le New-York Herald Tribune du 27 septembre, la pression déflationniste ne pourra qu'augmenter ; spécialement pour la production américaine, les difficultés de la vente à l'étranger s'accroîtront, la concurrence sur le marché intérieur sera renforcée. Dans la mesure où la stabilité de l'économie américaine est la base de l'activité économique dans le monde occidental, ces résultats se répercuteront plus fortement encore sur le capitalisme européen.

D'autre part, la lutte entre les pays européens pour accaparer les quelques marchés qui s'intéressent à leurs produits va devenir féroce. Pelsche qualifiait déjà le 21 septembre le taux de dévaluation de la livre de « taux de combat ». Les efforts des Français et, dans une moindre mesure, des Anglais visant à obliger les Allemands à dévaluer dans une proportion moindre qu'eux, pour maintenir ainsi les produits allemands à des prix non compétitifs sur les marchés étrangers, sont la première manifestation du tournoi qui commence et qui a déjà montré l'inanité des palabres sur la « coopération économique européenne ».

En revanche, les investissements américains seront grandement facilités, non seulement par les mesures administratives prises en leur faveur, mais par le fait même de la dévaluation qui permet aux capitalistes américains d'investir à meilleur compte, puisque avec la même somme de dollars, ils peuvent acheter plus de biens et de services dans les pays qui ont dévalué. En ce sens, la dévaluation constitue le début de la liquidation du patrimoine traditionnel du capitalisme européen.

Le flux de capitaux américains vers l'Europe et ses colonies peut

ralentir le recul de l'activité économique du monde capitaliste ; il peut procurer aux pays européens des devises qui compensent leur déficit aggravé et décongestionner pour une période le marché américain. Mais, dans la même mesure, la surproduction latente déjà en Europe, ne pourra que s'aggraver, annulant ainsi ces avantages passagers.

Enfin, les dévaluations des monnaies européennes tendront à renforcer quelque peu les échanges intra-européens, dans la mesure où certains produits d'Europe ou des colonies européens deviendront plus avantageux que les produits américains correspondants.

D'un point de vue plus général, la signification des événements économiques de ces derniers mois est nette : il s'agit d'une nouvelle étape de la lutte entre la concentration étatique « nationale » et la concentration internationale. Les pays capitalistes européens ont essayé de surmonter leur faillite en se barricadant derrière un système d'économie autarcique. L'utopie de cet effort apparaît maintenant en clair. Sous la pression conjuguée des événements objectifs et de la politique du capital américain cette « autarcie » illusoire — qui s'accompagnait d'un accroissement énorme du rôle économique de l'Etat — est en train de sauter. Ces « unités économiques autonomes », qu'avaient essayé de former les Etats européens, se sont avérées encore une fois non viables. Le capitalisme européen est obligé de faire un pas de plus — et un pas décisif — dans la voie de sa subordination à Wall Street. En même temps que la pénétration du capital américain dans les économies européennes devient plus profonde, et que la concentration internationale s'accélère, l'étatisme en Europe tend à reculer. C'est là tout d'abord une mise en garde contre toute interprétation schématique du processus qui mène vers le capitalisme d'Etat dans le monde occidental. Les investissements américains sont et seront encore des investissements privés et le rôle du « Point A » de Truman n'est que de paver la voie au capital privé. La proposition de loi, par exemple, qui concrétise le point A de Truman — et qui est actuellement à l'étude devant le Congrès américain — ne prévoit des crédits que « pour l'aide technique » et pour la garantie des investissements américains dans les pays arriérés ; mais ces investissements eux-mêmes seront l'œuvre du capital privé.

Mais il ne faut pas oublier que ces capitaux sont ceux de quelques monopoles eux-mêmes liés de plus d'une manière à l'Etat américain ; il ne faut pas croire non plus que ces investissements seront faits à la manière « anarchique » du capitalisme traditionnel : il s'agira d'une mise en coupe réglée et méthodique des ressources des pays « non-développés » par quelques grandes compagnies, agissant d'une manière concertée et organisée et en liaison avec l'Etat. Plus profondément, il ne faut pas oublier que cette concentration internationale ne fait que poser les bases matérielles qui, lorsque les événements l'exigeront, rendront possibles la gestion totale de l'Etat américain sur les ressources et les activités du monde occidental.

LES LUTTES REVENDICATIVES

Du point de vue de la classe ouvrière, l'évolution économique se solde par une nouvelle offensive du capital contre le niveau de vie déjà misérable des travailleurs et par l'accroissement lent mais continu du chômage — et ceci, quel que soit le sort de l'« indépendance nationale » chère aux staliniens. Que l'économie européenne se laisse envahir par le capital américain, ou qu'elle traverse une longue agonie causée par l'asphyxie autarcique, la classe ouvrière devra supporter les frais essentiels de la situation. Aussi, ses réactions ne se font plus attendre. Particulièrement en Angleterre et en France, le problème de la revalorisation des salaires commence à être posé avec acuité, surtout après la dévaluation. Après l'apathie et la dispersion des deux